

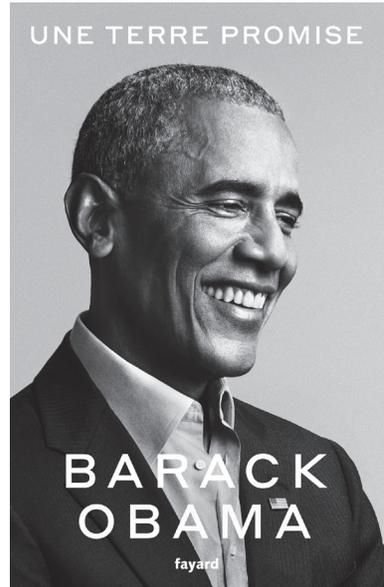
Barack OBAMA
Une terre promise
 (Fayard, 2020, 840 p., 32 €)

Dans le premier tome de ses mémoires, couvrant essentiellement son entrée en politique, sa première campagne présidentielle et son premier mandat, Obama livre ses souvenirs détaillés sur cette période charnière de l'histoire américaine, et brosse des portraits vivants des différents membres de son équipe ainsi que de ses partenaires politiques.

Il commence son récit en 1983, à l'époque où il a quitté l'université. Peu convaincu par un poste dans le privé, il se met à travailler à Chicago, dans une association d'églises qui mènent du travail social en faveur des populations pauvres. Ce travail contribue à développer sa fibre sociale.

Un peu plus tard, il reprend les études, allant étudier le droit à Harvard. Devenu avocat, il se met en disponibilité pour un an et se consacre, en vue de l'élection présidentielle de 1992, au projet VOTE! qui vise à favoriser l'inscription sur les listes électorales de citoyens pauvres et marginalisés. Il est également élu sénateur de l'Illinois.

Il se lance ensuite dans la course au Congrès, mais perd en 2000. Suite à cet échec cinglant, il rebondit aussitôt. Il continue à s'investir au Sénat de l'Illinois et enseigne le droit à l'université. Il décide vers 2002 de se faire élire cette fois non plus seulement au Sénat de l'Illinois, mais plutôt au Sénat des États-Unis. Il bénéficie dès cette époque d'un groupe de proches qui le soutiennent



181

et le conseiller, comme David Axelrod, ancien journaliste devenu conseiller en communication. Déjà, également, il se montre dans sa campagne un homme de compromis : lors d'un de ses premiers discours de campagne, il mitige son opposition à la guerre en Afghanistan et en Irak.

Il trouve dès 2004 son slogan « *Yes we can* », qui fonctionne bien, même si pour sa part il avoue le trouver « un peu mièvre » (p. 76). Il diffuse des spots avec ce slogan peu avant les élections et remporte les primaires démocrates en mars 2004, bénéficiant de la défection ou de scandales éclaboussant ses concurrents. Dès lors, ses meetings rencontrent un

succès croissant. Il réussit à être élu en novembre 2004 au poste de sénateur démocrate des États-Unis.

Il vise ensuite la présidence. Il s'entoure d'une équipe jeune, efficace, et dévouée, avec notamment David Plouffe, qui lui conseille d'impulser un mouvement de mobilisation citoyenne État par État, en mobilisant des bénévoles motivés. En février 2007, à Springfield (Oregon), devant 15 000 personnes rassemblées malgré une température de -10 °C, il annonce sa candidature à l'élection présidentielle et son discours est transmis en direct à la télévision.

Mais sa rivale pour l'investiture démocrate est Hillary Clinton, qu'il estime et trouve « impressionnante » (p. 125).

Obama choisit comme stratégie de remporter d'abord l'Iowa. Il parvient à instiller un « esprit de camaraderie » à son équipe de 200 organisateurs locaux (p. 134) et puise une « incroyable énergie » au contact de ses jeunes partisans (p. 135). Il parvient ainsi à remporter cet État.

Obama relate aussi sa rencontre et ses liens avec le révérend Jeremiah A. Wright, à la tête d'une des plus grandes églises de Chicago.

Il observe au fil de sa campagne que la technologie joue un rôle dans sa victoire à venir. En effet, les nombreux jeunes militants pro-Obama utilisent les chaînes d'e-mails pour propager les slogans et gagner d'autres bénévoles. Obama connaît plusieurs victoires d'affilée.

Un incident vient alors lui mettre des bâtons dans les roues : en mars 2008, un montage vidéo de 2 minutes sur la chaîne ABC News montre une compilation d'extraits

de sermons du révérend Jeremiah Wright, dans lequel il profère des propos outranciers. La télévision fait aussi état de la grande proximité entre Obama et le révérend Wright, ce qui cause beaucoup de tort à Obama, l'obligeant à se désolidariser du révérend. Il parvient ainsi à éviter que la polémique enfle, et, au début de l'été 2008, est investi comme candidat démocrate, l'ayant emporté sur Hillary Clinton.

Obama consacre alors tous ses efforts à battre son rival le candidat républicain John McCain.

En août 2008, il apprend que McCain a choisi une femme comme colistière : Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska, ultra-conservatrice et démagogue. Il prend conscience du potentiel de celle-ci pour séduire les électeurs blancs des classes populaires.

Il décrit ensuite l'apparition de la bulle immobilière, qui porte en germe la crise financière à venir. Il dit qu'il a eu conscience du danger, et s'est heurté à l'indifférence de la classe politique. Puis, au printemps 2008, tout le pays entre en récession. Le Congrès débloque alors 200 milliards de dollars. En septembre 2008, la banque Lehman Brothers dépose le bilan. Le candidat républicain, John McCain, ne parvient pas, selon Obama, à proposer une réponse cohérente à la crise.

Fin septembre 2008, Obama est à l'aise durant son premier débat avec McCain, ayant été bien entraîné par son équipe et ayant plus d'idées que lui pour apporter des réponses à la crise.

Un échange d'Obama avec un électeur, vite surnommé « Joe le

plombier» dans les médias, sur la redistribution des richesses va lui faire du tort, les médias présentant Obama comme un «rouge» avide de redistribuer l'argent du contribuable pour financer les fainéants. Mais il parvient à désamorcer cette attaque, comme celles de Sarah Palin, ainsi que les attaques proférées par Trump à la télévision, affirmant qu'il ne serait pas un vrai Américain. Le jour de l'élection, le 4 novembre 2008, Obama se sent calme et détendu.

Élu président, il nomme une nouvelle administration à la Maison-Blanche, en faisant extrêmement attention à vérifier la moralité de ses collaborateurs pour éviter tout éventuel futur scandale. Il choisit Hillary Clinton comme Secrétaire d'État, dans un geste de réconciliation.

Pour relancer l'économie, il dit s'inspirer de Keynes et du New Deal de Roosevelt et veut développer la relance budgétaire étatique, même si cette idée se heurte à de vives réticences, même au sein de son parti. Son plan de relance, le Recovery Act, est voté à la Chambre, même si aucun Républicain n'a voté pour. Comme il le reconnaît lui-même, ce plan est en fait d'inspiration beaucoup moins à gauche que le New Deal, consistant en partie en des réductions d'impôt, ciblant donc les classes moyennes-supérieures.

Il consacre ensuite plusieurs pages de ses mémoires à se défendre face aux critiques de gauche qui lui reprochent de n'avoir pas été plus radical dans sa réponse à la crise, et notamment de ne pas avoir nationalisé les banques. Il n'est pas très convaincant quand il se justifie longuement, expliquant pourquoi il a épargné les banques et

les traders. Il confie au fil de ces pages être «conservateur de tempérament», même s'il ajoute: «à défaut de l'être dans ma vision du monde» (p. 389).

Par ailleurs, Obama avait promis durant sa campagne de mettre un terme à la guerre en Irak, mais cela va se révéler difficile à mettre en œuvre. Il soutient les 150 000 soldats américains engagés en Irak, même s'il est lucide sur l'histoire des États-Unis et de leurs actions impérialistes dans le monde au moyen de la CIA. Quant à la guerre menée depuis décembre 2001 par les États-Unis en Afghanistan, où sont déployés 30 000 soldats américains, il l'estime «une guerre nécessaire» (p. 401). Il va à plusieurs reprises rendre des visites de soutien aux soldats américains blessés.

En avril 2009, il se rend à Londres au sommet du G20, où il rencontre les chefs d'État des grandes puissances. Il se trouve des points communs et une proximité avec le président russe Medvedev (jeune, moderne, modéré), il admire la sagesse d'Angela Merkel, et il ne peut s'empêcher de rire de Nicolas Sarkozy, qui gesticule et ne cesse de se mettre en valeur.

Il avait promis pendant sa campagne de fermer le centre de détention de Guantanamo, mais ne le fera pas, se justifiant dans ses mémoires en faisant valoir à quel point cela est compliqué à mettre en œuvre.

Obama aborde ensuite sa longue lutte pour faire adopter un système de couverture maladie universelle dans son pays. Il rappelle que cet effort avait été entrepris pour la première fois en 1912 par Theodore Roosevelt. Il relate les multiples obstacles, et notamment l'émergence du mouvement «Tea

Party» en 2009 et sa mobilisation contre l'«Obamacare».

En mars 2010, il obtient enfin le vote de son projet de réforme du système de santé, même si le projet égalitaire initial a dû être grandement édulcoré, pour amadouer les Républicains ainsi que les lobbies de la santé. Il se dit fier d'avoir ainsi permis à 20 millions de personnes d'accéder à une assurance-maladie. Pourtant, comme l'ont relevé ses partenaires politiques plus à gauche ainsi que l'opinion progressiste, son système donna la part belle aux compagnies d'assurances privées, il a d'ailleurs repris le plan lancé quelques années auparavant par Mitt Romney, républicain du Massachusetts, dans son État, en accordant des bénéfices considérables aux compagnies d'assurances privées.

Concernant les affaires extérieures, son état-major lui conseille, étant donné la situation dégradée en Afghanistan, où les talibans sont très fortement implantés, d'envoyer davantage d'hommes sur place, alors que pendant sa campagne il avait promis un désengagement. Cela le met dans une position difficile. Des tensions apparaissent entre le staff de la Maison-Blanche et le Pentagone. Il ne le dit pas ainsi dans le livre, mais il a bel et bien été obligé d'accepter les diktats des militaires sur la conduite de la guerre en Afghanistan.

En septembre 2009, Obama se rend à l'assemblée générale de l'ONU, «une course d'obstacles éreintante de 72 heures» (p. 581). Malgré les imperfections de l'ONU, il reste convaincu qu'elle remplit «une fonction vitale» (p. 583). Au printemps 2010, il va à Prague signer avec la Russie le traité START de réduction des armes nucléaires. Puis, en juin 2010, il

se félicite de l'adoption par le conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1929 imposant des sanctions à l'Iran.

Obama dit s'être investi aussi pour l'environnement et le climat. En décembre 2009, il se rend, sur l'insistance de Ban Ki-moon, à la conférence de Copenhague sur le changement climatique (COP 15 de l'ONU). Là, il tente de rencontrer le Premier ministre chinois Wen Jiabao, mais celui-ci l'esquive et cherche à partir pour éviter d'avoir à discuter avec lui du climat. Obama se pose en héros dans son récit, en disant qu'il a réussi à le coincer dans une salle de réunion et à lui arracher un accord. En réalité, la position de la Chine et de la Russie au sommet de Copenhague avait été décidée d'avance par ces puissances, le rôle d'Obama n'a pas été aussi déterminant et providentiel qu'il le décrit.

La crise économique mondiale se poursuit cependant. Obama se réjouit d'avoir pu faire adopter le *Wall Street Reform and Consumer Protection Act*, dit loi Dodd-Frank.

Mais, sur ces entrefaites, survient dans le golfe du Mexique le scandale Deepwater: une énorme fuite de pétrole sortant d'un profond puits creusé sous cette plate-forme pétrolière, suite à une explosion. La fuite laisse échapper plus de 5 000 barils par jour, et cause une nappe de pétrole dans l'océan de 1 500 km carrés. Il met alors à contribution les plus grands scientifiques et techniciens afin de trouver une solution pour colmater la fuite.

Dans ces conditions difficiles, les élections de mi-mandat, en novembre 2010, sont un échec, prévisible, pour Obama.

NOTES DE LECTURE

Il s'efforce ensuite de boucler deux lois : l'abrogation de la loi « *Don't Ask Don't Tell* » qui interdit aux militaires américains de révéler leur orientation sexuelle et le DREAM Act (*Development, Relief and Education for Alien Minors*) qui ouvre les portes de la citoyenneté aux enfants d'immigrés sans papiers. Le vote du DREAM Act échoue à quelques voix près, en décembre 2010, à la Chambre acquise aux Républicains.

Enfin, un des grands succès de la fin de son premier mandat est d'avoir supervisé à distance l'attaque contre Ben Laden, localisé au Pakistan, et son assassinat. L'opération est minutieusement préparée par ses services secrets et réussit parfaitement en mai 2011.

Enfin, en 2011, lors du Printemps arabe qui s'étend de la Tunisie à l'Égypte, il pèse sur le président égyptien Mubarak pour que celui-ci, déconnecté de son opinion publique, cède le pouvoir. Puis, en mars 2011, le conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution américaine pour une intervention internationale sous commandement de l'OTAN en Libye.

Au total, Obama revisite tous les événements importants de son

ascension et de son premier mandat et livre des réflexions personnelles qui illustrent sa pondération. Cependant, on peut aussi trouver sa version de sa présidence partielle : orateur hors pair, excellent communicant (sa campagne en 2008, la plus chère des campagnes présidentielles, avait remporté le prix de la meilleure campagne de publicité, décerné par l'industrie publicitaire), il présente sa propre version des faits, se justifiant et se présentant toujours dans le bon rôle. Il est incontestable qu'il y a un grand décalage entre sa belle rhétorique et la réalité de ses choix politiques. Par exemple, il a durant son mandat multiplié les expulsions de sans-papiers, étant surnommé « *deporter in chief* » (expulseur en chef) par ses opposants de gauche, et il a lancé, en Irak et Afghanistan, de nombreuses attaques meurtrières sur les civils au moyen de drones (« *Terror Tuesdays* »), technique moralement répréhensible. Ainsi, ce livre est intéressant aussi par ses omissions et il doit être examiné avec un grand recul critique et en gardant à l'esprit la réalité des limites de la présidence Obama.

CHLOÉ MAUREL

185